

Depuis de nombreuses années, la politique mise en œuvre par la direction du PCF est constituée de deux aspects, apparemment contradictoires : d'une part, une conception et une pratique opportuniste de l'unité avec la social-démocratie ; d'autre part, des pratiques de division, une politique qui a repoussé des forces populaires. D'un côté l'unité sans principe, de l'autre le sectarisme. Ces deux aspects, loin de s'exclure l'un l'autre, ont conduit, en se combinant, à favoriser considérablement la renaissance social-démocrate. Le premier aspect a permis à la vieille social-démocratie de se refaire une image de gauche et de regagner de l'influence ; le second aspect a conduit à rejeter vers la social-démocratie des forces populaires, des individus, qui auraient pu être rapprochés du communisme si ce n'est y être gagnés. Ces deux aspects ont convergé vers un même résultat : renforcer le Parti socialiste.

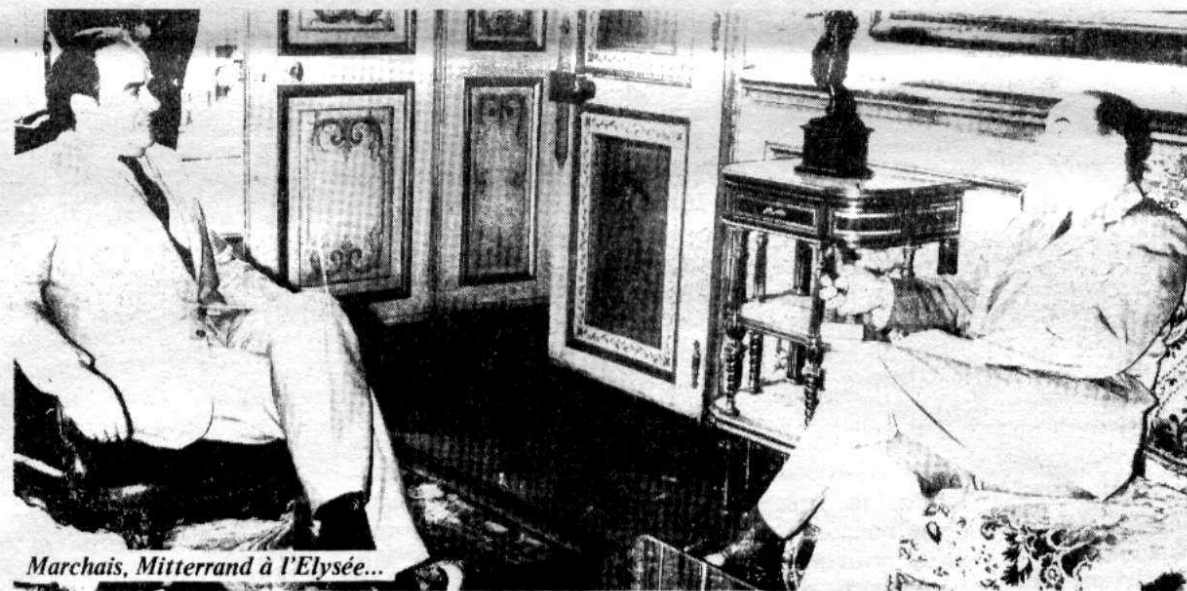
Ceux qui reviennent de loin

Dans les années 50 et 60, la vieille social-démocratie française est très largement discréditée aux yeux des travailleurs, et tout particulièrement de la jeunesse. Sa participation au pouvoir, durant les treize années de la IVe République, lui a imprimé une image de droite. Elle a, en particulier, assumé la responsabilité de la guerre d'Algérie. Jusqu'au début des années 70, la social-démocratie française subira les conséquences de son exercice du pouvoir. En 1968, elle est très largement extérieure à l'immense mouvement de la jeunesse et des travailleurs. En ces années, la social-démocratie évoque le passé. Au sein de la social-démocratie, deux tactiques existent alors pour faire face à cette situation. La première consiste à vouloir réaliser l'alliance avec la droite non gaulliste, baptisée « centre ». Gaston Defferre est le chef de file de cette orientation, aux côtés de Servan-Schreiber. En 1964, il tente de créer une fédération regroupant socialistes et centristes (Duhamel, Abelin, Fontanet... tous futurs ministres de Giscard). C'est l'échec. Néanmoins, Defferre poursuivait dans ce sens. Il échouait définitivement aux élections présidentielles de 1969 où, en tant que candidat du Parti socialiste, il recueillait 5,07% des voix.

La seconde tactique fut celle de Mitterrand. Celui-ci a pleinement pris part à la politique réactionnaire mise en œuvre sous la IVe République. Il ne renie rien mais il sait qu'il ne peut y avoir de renaissance de la social-démocratie qu'en se redonnant une image de gauche. En 1965, lors des élections présidentielles, il réussit à s'imposer comme candidat unique, soutenu par le PCF dès le premier tour, aux conditions qu'il a posées. Dès lors, on lui crée l'image de chef de file de la gauche. La direction politique de cette alliance lui est accordée de fait. Dès le départ, le but poursuivi par Mitterrand est clair : il s'agit de redonner un essor à la social-démocratie et, pour cela, de conquérir une part importante de l'électorat du PCF. Il explicitera cette orientation par sa célèbre déclaration faite en 1972 devant le Congrès de l'Internationale socialiste et selon laquelle son but était de « refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste lui-même.

afin de faire la démonstration que sur les 5 millions d'électeurs communistes, 3 millions peuvent voter socialiste... ». En 1971, après que la tactique de l'alliance avec le « centre » ait clairement fait la preuve de son échec, la tactique de Mitterrand triompha au Congrès de réunification du Parti socialiste qui eut lieu à Epinay et où il devint le dirigeant du PS. En 1972, ce fut la signature du « Programme commun de gouvernement ». Cette période fut celle de l'union apparemment parfaite. A tel point qu'aux élections présidentielles de 1974, avant même que Mitterrand se soit porté candidat, Georges Marchais s'adressait à lui en déclarant : « Notre Comité central estime que vous pourriez être le candidat ». Cette orientation permit à un homme qui fut sous divers gouvernements un maître d'œuvre de la répression coloniale de se forger à bon compte une image d'homme nouveau, de gauche, et à un parti que sa gestion du capitalisme avait conduit au plus bas, à prendre un nouveau départ. Les critiques ne commencèrent qu'à partir du moment où il apparut que cette politique profitait plus au PS qu'au PCF et qu'un rééquilibrage s'opérait sur le plan électoral. Mais ce fut vain.

Derrière cette politique d'union sans principe avec les dirigeants socialistes, il y a la continuation d'une orientation plus ancienne, une stratégie. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la stratégie du PCF est la conquête du pouvoir gouvernemental. Il se définit depuis cette époque comme un « parti de gouvernement ». Tout est conçu en fonction de la réalisation de cet objectif. Il y a une



Marchais, Mitterrand à l'Elysée...

différence fondamentale entre cette conception et celle, révolutionnaire, dont le but est l'exercice du pouvoir de la classe ouvrière. L'une prétend que la société se transforme par le haut ; pour elle, la question clé est celle du pouvoir central, gouvernemental ; en vérité, elle ne débouche que sur des changements d'équipe gouvernementale, elle peut aboutir à des réformes, mais le pouvoir reste entre les mains de la bourgeoisie ; la classe au pouvoir ne change pas ; les travailleurs continuent à être dominés. L'autre affirme que la société ne peut se transformer que par l'action de la masse des travailleurs, pour déboucher sur la prise en mains du pouvoir, dans le pays, à ses différents niveaux, par les travailleurs. Le pouvoir central, gouvernemental, est alors l'expression du pouvoir des travailleurs localement — il s'appuie dessus.

La première voie met au premier plan les élections et la recherche des alliances électorales permettant de franchir le seuil des 50%. Elle est orientée vers l'unité de sommet avec les alliés électoraux. La seconde voie met au premier plan l'action de masse des travailleurs, leur mobilisation.

Elle est orientée vers la réalisation de l'unité des travailleurs, du peuple, à travers les luttes.

En France, c'est avec la social-démocratie et ses dirigeants que le PCF pouvait espérer un jour réussir à franchir le cap des 50%. D'où la recherche de l'alliance à tout prix y compris lorsque le Parti socialiste, sous la direction de Guy Mollet, pratiquait la répression colonialiste. Il y a là l'expression du renoncement à la révolution. Le but du combat n'étant plus le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, la prise en mains du pouvoir réel, dans le pays, par les travailleurs, mais l'accession au gouvernement, le combat anti-capitaliste, anti-impérialiste, devient subordonné à l'électoratisme. Ces toutes dernières années, cette démarche qui aboutit à remettre en selle la social-démocratie conduisit également à prôner l'ouverture envers les gaullistes. Quand, en 1974, Mitterrand frôla la barre des 50%, Georges Marchais lança la politique dite d'Union du peuple de France. Le 8 mai 1974, soit trois jours après la première tour de l'élection présidentielle, à l'issue du Comité central du PCF, Georges Marchais déclarait : «... Entre les communistes et les gaullistes, il y a des choses qui ne sont pas liées à des circonstances électorales mais qui sont autrement plus profondes. Il s'agit de l'attachement à la nation et à sa grandeur, de l'aspiration à voir notre peuple rassemblé pour faire une société plus juste, plus fraternelle, au progrès de laquelle participent réellement tous les Français... ». Et c'est le même qui parlait de « virage à droite » du PS...



Il a aussi été régénéré par de nouvelles forces rejetées par le PCF. Cette double orientation a été caractéristique à l'époque de la guerre d'Algérie. D'un côté, il y avait la recherche de l'unité avec la SFIO de Guy Mollet, allant jusqu'à lui voter les pleins pouvoirs avec lesquels il intensifia la guerre en Algérie, de l'autre il y avait le refus de l'unité, des attaques contre des forces qui s'opposaient à la guerre en Algérie. Alors que la politique colonialiste de Guy Mollet provoqua des scissions chez les socialistes, la politique du PCF fut de rechercher l'unité avec les colonialistes tout en attaquant les autres. A cet égard, voici ce qu'écrivait, en 1960, un vétéran communiste, Jean Baby, pour critiquer une telle politique : « Le Parti socialiste SFIO est un mal connu et bien délimité en France. Ce Parti joue un rôle néfaste de division, mais n'exerce aucun attrait. Il est absurde pour un homme jeune, désintéressé et disposant de toutes ses facultés, d'entrer maintenant au Parti socialiste. Il peut ne pas en être de même pour un autre parti qui rassemblerait tous les éléments de gauche épars, de tendances diverses, qui voudraient s'engager dans une voie de progrès, mais qui, dans l'état actuel de la société en France, ne savent pas où aller. Pour le PCF, c'est là le danger principal et c'est ce qui explique que le désir de discréditer ou de détruire les formations ou les écrits de la gauche non communiste l'ait emporté sur toute autre considération. En vérité, cette attitude qui trahit la crainte, aboutit à des résultats inverses de ceux que l'on voudrait obtenir. Par son mépris et ses violences de langage, le parti favorise les sentiments anticomunistes qui existent dans cette partie de la gauche et contribue à son regroupement... » (« Critique de base »). L'effet prédit par Jean Baby est, en effet, celui qui s'est réalisé.

Le revers de la médaille

Tandis qu'a été mise en œuvre cette orientation d'unité au sommet avec la social-démocratie, motivée par l'électoratisme, on a vu, parallèlement, une politique sectaire, de division, refusant l'union avec des forces, des individus, des mouvements populaires, pour but de tenter de redresser cette situation. A la politique d'union sans principe a succédé une politique de division systématique, refusant toute unité d'action face au gouvernement giscardien et au patronat. L'intérêt de l'unité d'action était sacrifié à la défense des intérêts électoraux. Quand il est apparu avec l'élection de François Mitterrand que la situation ne

QUELQUES POINTS DE VUE SUR LE RECUL ELECTORAL DU PCF AU PROFIT DU PS

LES CAUSES D'UN ECHEC

Les élections présidentielles et législatives ont été marquées par un fait essentiel : le recul massif de l'influence du PCF. Ce recul absolu s'est effectué au profit du Parti socialiste. Des chiffres permettent de mesurer l'ampleur de cet échec. En mars 1973, alors qu'il y avait 30 672 952 électeurs inscrits, le PCF recueillait 5 156 619 voix aux élections législatives ; en juin 1981, alors qu'il y avait plus de 5 millions d'électeurs inscrits supplémentaires, le PCF recueille 4 050 719 voix, soit plus d'un million de voix en moins. Non seulement le poids relatif du PCF a reculé (de 21,3% à 16,18%) mais aussi son poids absolu.

Bien des facteurs entrent en ligne de compte pour expliquer la poussée considérable du Parti socialiste. Nous voudrions ici contribuer à éclairer un aspect des choses : pourquoi l'influence du PCF a-t-elle reculé au bénéfice du Parti socialiste ? La recherche des raisons profondes qui ont pu conduire à cette situation historique nouvelle est un enjeu essentiel pour ceux qui, dans ce pays, se réclament du communisme. Cette recherche, nous voulons la faire avec tous les militants du PCF qui, aujourd'hui, s'interrogent. Nous ne prétendons pas détenir la vérité révélée, ni la clé de tous les problèmes. Nous avons quelques points de vue qui, à notre avis, permettent de donner des explications et, peut-être, d'ouvrir des voies pour le renforcement du communisme en France. La social-démocratie ne peut pas, selon nous, conduire au pouvoir des travailleurs, au socialisme. Seul le communisme est apte à ouvrir cette perspective. Mais nous

pensons que cela ne pourra se faire qu'en rompant avec la politique qui dirige le PCF depuis de nombreuses années. A la situation actuelle, nous voyons quatre grandes causes que nous allons esquisser ici.

1 — Une politique opportuniste à l'égard des dirigeants socialistes, liée à une conception non révolutionnaire de la transformation de la société.

2 — Une politique et des pratiques sectaires, allant contre l'unité des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes.

Ces deux premières causes ont eu un effet convergent. La première a remis en selle la vieille social-démocratie. La seconde a rejeté vers la social-démocratie des forces populaires.

3 — Une politique fondamentale qui ne permet pas de critiquer sur le fond la politique social-démocrate car elle s'y apparente.

4 — Une politique de soutien à l'URSS et à sa politique mondiale.

Ces deux dernières causes ont également eu un effet convergent. La première a conduit à faire disparaître ce qui distingue le communisme de la social-démocratie ; la politique réformiste de la politique révolutionnaire. La deuxième a rejeté vers la social-démocratie d'innombrables personnes qui ne veulent pas d'un socialisme à la soviétique et qui sont attachées au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Regardons-y de plus près et discutons-en.

Pierre BURNAND

la politique du PCF s'est poursuivie dans le même sens. L'attitude adoptée à l'égard du mouvement de la jeunesse de 1968 a été une étape essentielle. Alors que ce mouvement subissait la répression policière, la direction du PCF l'insultait et s'y discréditait profondément. Et que l'on se souvienne : en mai-juin 68, alors que la direction du PCF adoptait cette attitude (dont les écrits de Georges Marchais dans *L'Humanité* de l'époque portent le témoignage...), elle proposait un accord politique à Mitterrand, pourtant étranger au mouvement de masse.

L'attitude adoptée par le PCF en 1968 a puissamment contribué au développement de forces politiques et syndicales qui allaient donner son nouveau visage au PS. Des masses importantes de militants ont été écartés du communisme, par l'image qu'en donnait le PCF. Ils ont cherché ailleurs ce qui pouvait répondre à leur aspiration au socialisme. Le développement de la CFDT dans les années qui ont suivi 1968 est étroitement lié à ce phénomène. Or, on sait le rôle essentiel joué par la CFDT dans la renaissance du PS.

L'orientation du PCF en 1968 s'est poursuivie dans les années suivantes. Citons un exemple typique à cet égard. Le PCF fut le seul parti de gauche à être absent aux obsèques de Pierre Overney auxquelles participaient 200 000 personnes.

Tandis que les dirigeants du PCF insultaient Pierre Overney, Mitterrand, lors d'un meeting de protestation contre le crime, pouvait déclarer : « Notre adversaire est le pouvoir, ni imbécile ni aveugle, mais meurtrier dans son indifférence, et qui s'appelle pouvoir de l'argent. Le Parti socialiste a repris sa place au premier rang de ce qui incarne le combat des travailleurs de France. Viendra avec nous qui voudra... ». La duplicité de Mitterrand éclate au grand jour quand on sait que Pierre Dreyfus, ex-PDG de Re-



Pendant les négociations PC-PS...

nault, qui couvrit le meurtre de Pierre Overney, est aujourd'hui un des ministres de Mitterrand, mais combien ont été dupes de telles prises de position et du rejet provoqué par le PCF ?

Et l'on pourrait donner encore bien d'autres exemples. Au cours de ces années, la politique du PCF a ainsi créé les conditions permettant la jonction de deux phénomènes : les illusions semées sur Mitterrand plus l'effet de répulsion créé par la politique du PCF ont puissamment contribué à la renaissance du PS. Un grand nombre de personnes qui auraient pu être attirées par le

communisme ont été rejetées vers la vieille social-démocratie que l'on a aidée à se refaire une jeunesse.

Au cours des trois années qui ont suivi la rupture du programme commun, la politique du PCF a présenté un double aspect. Le premier, positif, a consisté à appeler aux luttes, à les impulser. Cela a joué un rôle important face aux attaques patronales et du pouvoir giscardien. Il fallait alors combattre les tendances à la conciliation avec l'ennemi de classe, comme, par exemple, le recentrage. Cet aspect a contribué à la résistance des travailleurs face aux attaques. Mais, dans le même temps, et cela a joué un rôle négatif, cela s'est accompagné d'une politique de division. On a parlé, pendant quelques temps, d'unité à la base et dans l'action, ce qui est juste, mais on ne l'a pratiqué pas, on l'a refusé même. Une politique se basant sur la défense des intérêts des travailleurs aurait nécessité à la fois l'organisation de la lutte, le combat politique contre la collaboration de classe mais aussi la recherche de l'unité d'action pour unir tous ceux qui pouvaient l'être. Ce refus de l'unité d'action, au lieu d'éclairer sur la politique du PS et le recentrage, a été perçu comme étant dicté par la volonté de la part du PCF d'apparaître comme le seul qui lutte, comme le seul qui défende les intérêts des travailleurs, plus que comme la volonté de faire face réellement aux attaques capitalistes.

Cette politique a eu une influence particulièrement négative dans le domaine des relations intersyn-

Elle a contribué à rejeter des militants combattifs vers la social-démocratie.

Ainsi, sur une longue période, on peut constater qu'une politique d'union sans principe au sommet avec la social-démocratie, ayant pour but l'accession au gouvernement, s'est accompagnée d'une politique de division des travailleurs, des forces anti-capitalistes et anti-impérialistes, sur le terrain des luttes de classes concrètes. Ce sont les deux facettes d'une même politique qui a pour base la recherche de l'arrivée au gouvernement et non la lutte pour le renversement de la bourgeoisie et le pouvoir des travailleurs.

A cet égard, la politique menée envers les travailleurs immigrés, en particulier dans la période qui a précédé l'élection présidentielle, a été caractéristique. Du point de vue de la lutte de classes, l'unité des travailleurs français et immigrés est un objectif fondamental, qui s'imposait d'autant plus face aux attaques racistes du pouvoir giscardien. Or, les initiatives qui ont eu lieu de la part de la direction du PCF ont été à contre-pied de cette nécessité. Elles ont été perçues comme des attaques par la masse des travailleurs immigrés.

Voici donc de premiers éléments de réflexion pour analyser le recul du PCF au profit du PS. Mais il faut aller plus loin encore.

Des frères siamois...

A partir du moment où la politique du PCF a permis à la social-démocratie de se refaire une image de marque, celui-ci s'est trouvé confronté à un problème : l'unité profitait avant tout au PS qui a pu ainsi devenir le premier parti de gauche. La politique d'unité conduisait à ce que les différences entre les deux partis disparaissent. Néanmoins, aux yeux de nombreuses personnes, une différence apparaissait, et de taille : l'attitude par rapport à l'URSS. D'ailleurs, jusqu'en 1974, les seuls critiques qui étaient faites au PS portaient sur son attitude par rapport à l'URSS. « La riposte à l'antisovietisme est l'affaire de tous » disait-on. La politique fondamentale du PCF le met dans l'impossibilité de faire une critique des orientations profondes de la social-démocratie, de faire nettement apparaître ce qui distingue un parti révolutionnaire d'un parti réformiste. Les lignes fondamentales du PCF et du PS, pour ce qui est de la transformation de la société capitaliste, sont identiques pour l'essentiel. Historiquement, la scission entre la social-démocratie et le communisme s'est faite par rapport à l'attitude envers le léninisme. Celui-ci marquait une rupture avec la social-démocratie sur deux questions essentielles : la question de l'Etat et la question de l'impérialisme. La politique social-démocrate consistait et consiste à prendre en mains l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et à continuer à le faire fonctionner. L'histoire a montré que cette participation des sociaux-démocrates au pouvoir les conduisait à utiliser cet appareil d'Etat contre les travailleurs. Et en tout cas, cela ne débouche pas sur le pouvoir des travailleurs. Le point de vue léniniste consiste à dire que l'Etat de la bourgeoisie est fait pour exercer la domination bourgeoise sur les travailleurs ; ceux-ci ne peuvent exercer leur pouvoir sans mettre sur pied leur propre appareil d'Etat, sans briser celui des capitalistes.

Aujourd'hui, toute la stratégie du PCF est de prendre position dans l'appareil d'Etat existant, notamment au niveau gouvernemental, lequel reste tout aussi étranger et hostile aux travailleurs.

Le léninisme constituait également une rupture avec la social-démocratie au sujet de l'impérialisme. La politique social-démocrate consistait et consiste à défendre les positions de son impérialisme face aux peuples qu'il domine et face à ses rivaux. Cette politique a conduit la social-démocratie à s'associer à la première guerre mondiale, puis, plus tard, à des guerres colonialistes.

Le PCF s'est créé, en 1920, en rupture avec cette politique. Mais là encore, la politique du PCF a renoué, sur le fond, avec le fil de la politique social-démocrate. Jusque dans les années 50, il a soutenu le maintien des peuples colonisés dans « l'Union française », c'est-à-dire sous la domination de la France, alors que le peuple algérien avait engagé sa guerre de libération nationale. Le chauvinisme anti-allemand qu'il a répandu au cours de la campagne électorale des élections européennes, l'attitude qu'il a adoptée envers les travailleurs immigrés, vont à l'encontre de l'internationalisme prolétarien.

Sur le fond, pas plus que le PS il ne remet en cause la domination des monopoles impérialistes français dans divers pays du Tiers Monde.

Ces convergences fondamentales entre le PS et le PCF font que celui-ci est dans l'incapacité de critiquer sur le fond la politique du PS. Du coup, ce qui apparaît surtout c'est son soutien à l'URSS.

Le repoussoir

L'attitude de la direction du PCF envers l'URSS a joué un rôle considérable dans le recul du PCF au profit du PS. Celui-ci a drainé vers lui les aspirations d'un très grand nombre de personnes qui refusent le capitalisme tout en rejetant, à juste titre, l'image du socialisme donnée par l'URSS. Au cours de ces dernières années, l'URSS est apparue de plus en plus ouvertement comme une menace extrêmement dangereuse pour la paix mondiale. Or, la direction du PCF a adopté une politique de soutien à ses agressions. L'image de Georges Marchais justifiant, en direct de Moscou, l'invasion de l'Afghanistan reste gravée dans les mémoires. Une telle politique met fondamentalement en cause l'idée que l'on se fait du socialisme et des droits et libertés des peuples. L'URSS est devenue, dans le monde, et en France, par son action, le plus grand argument contre le communisme. L'action qu'elle mène au nom du communisme jette le discrédit sur le communisme. Le communisme n'a d'avenir, ne peut être fidèle à lui-même, qu'en combattant la politique de l'URSS sous ses divers aspects et en soutenant les peuples qui font face à sa domination et à ses agressions. Quand la direction du PCF soutient la politique de l'URSS, quand Marchais soutient l'invasion de l'Afghanistan, quand il prétend que l'URSS est une force de paix, il jette le discrédit sur le communisme, en France ; il roue pour le PS, comme on dit au PCF.

Voilà, à notre avis, quelques éléments par lesquels nous expliquons la situation qui s'est créée en mai 81. C'est cela qu'il faut remettre en cause, profondément, pour que le communisme soit l'instrument au service de la libération des travailleurs de France.